

intéressées ont voulu faire entendre leurs opinions. La portée de cette mesure compliquée suscite partout inquiétude et confusion dans tous les secteurs. Le temps a manqué aux groupes visés pour évaluer comme il convient les conséquences de ces nouveaux tarifs.

Le ministre a raison de dire que ce sujet a donné lieu à des éditoriaux très intéressants. Il a dit que les journaux semblaient à un moment donné appuyer ses initiatives mais ce n'est pas l'impression que m'ont donnée mes journaux habituels. J'ai remarqué que le *Journal-Pioneer* de Summerside dans l'île du Prince-Édouard a publié un éditorial intéressant sous le titre «*Poorer Mail Service at higher rates*». On y lit:

Si l'on continue de nous servir des tranches de la société juste, nous allons regretter un peu l'injustice à l'ancienne mode. A bien y penser, la vie avait quand même du bon à la belle mauvaise époque d'avant la juste société...

Il est vrai que la semaine de travail de cinq jours avec deux jours de loisir en fin de semaine fait tache d'huile dans notre société. Pourtant il est ridicule, comme nous l'avons déjà dit ici-même, de payer un supplément pour acheminer une lettre par avion de Vancouver à Summerside, par exemple, pour qu'une fois rendue au bureau de poste de Summerside elle y reste du vendredi soir au lundi, avant d'être livrée au cours de la journée. Ce que M. Kierans propose—et ce qu'il obtiendra sans doute—c'est de réduire le service et d'augmenter les tarifs.

Le gouvernement réussit très bien à diminuer les dépenses et à réduire les services. Nous doutons que la plupart des gens y reconnaissent le mandat qu'ils lui ont donné le 25 juin.

Je suis sûr, monsieur l'Orateur, que tous les députés ont reçu des plaintes et des demandes de renseignements de la part de leurs commettants inquiets. Certains députés qui siègent à la Chambre depuis longtemps m'ont dit qu'ils reçoivent plus de lettres à ce sujet qu'à propos de toute autre question contentieuse dont la Chambre a été saisie depuis dix ans—et certaines d'entre elles étaient certainement des questions brûlantes—car il s'agit ici d'un problème fondamental qui touche tous les Canadiens, et qui les inquiète à bon droit.

Naturellement, les gens sont portés à demander pourquoi lorsqu'on leur présente une facture plus élevée pour quoi que ce soit, et le projet de loi à l'étude va aplatis leur porte-monnaie—une augmentation de 20 p. 100 pour le courrier de 5c. et de 50 p. 100 pour le courrier local de première classe. On peut dire que, si le ministre réussit à obtenir ce qu'il veut, il aura mis la pièce de 5c. hors d'usage. Il y a très longtemps qu'on ne peut plus acheter grand-chose pour 5c., mais on pouvait encore acheter un timbre.

Je remarque que le ministre mentionne constamment le volume élevé du courrier d'affaires. Mais, comme mon collègue assis devant moi a dit en entendant l'observation

du ministre, «Qui donc fait marcher les affaires?» On en revient toujours à ce groupe de gens à qui nous devons collectivement de siéger ici à la Chambre. Dans certains cas, l'augmentation pour certains journaux dépasse 300 p. 100.

Est-il étonnant que ce mélange de services réduits et de frais accrus ne plaise pas et qu'on trouve la pilule amère. Inutile d'expliquer au public qu'il se fait écorcher: il ne le sait que trop bien. Mais d'autres questions se posent. La situation financière des postes est-elle grave? Il y a belle lurette que j'ai entendu transformer un air funèbre en chant de triomphe avec l'habileté du ministre. A moins qu'on ne prenne des mesures draconniennes, a-t-il dit, le déficit va devenir astronomique. Le ministre parle du coût élevé de la main-d'œuvre. Je ne puis croire que celle-ci soit si lourdement responsable de la montée en flèche des frais.

Le Livre blanc dont parlait le ministre et qui n'a été mis à notre disposition, je crois, que vendredi, est de lecture ennuyeuse. Je l'ai lu dimanche. Nous, presbytériens pratiquants, respectons le jour du sabbat, mais on nous permet de lire les Écritures et nous aimons beaucoup l'Ancien Testament. Je me suis dit que la lecture de ce Livre blanc ne différerait guère de la lecture des tribulations des Israélites et ma conscience est restée en paix. Mais cette lecture est très déroutante.

Je ne suis ni comptable des prix de revient, ni ex-professeur en sciences économiques comme le ministre. J'ai étudié d'assez près les sciences économiques et j'ai toujours été convaincu que c'était à juste titre qu'on les qualifiait jadis de science mornes. Le Livre blanc m'a paru morne. Je l'ai trouvé très complexe, très embrouillé. C'est exiger trop vraiment que de prétendre nous faire avaler un document de ce genre pour lundi, afin de pouvoir venir ici acquiescer aux souhaits du ministre et adopter le bill en coup de vent.

Sir Robert Borden rappellé qu'à la conférence de paix à Paris, le président de la Pologne à l'époque avait déposé un document qui illustrait graphiquement les tendances démographiques en Haute-Silésie. Le premier ministre d'Australie, M. Hughes, qui avait son franc parler avait examiné longuement et remis ensuite son exemplaire à Paderewski en disant: «Vous pouvez peut-être jouer cela au piano, mais je veux être pendu si je puis le comprendre». Je ne partage pas l'opinion du premier ministre australien M. Hughes, mais je comprends sa réaction.

J'ai examiné certaines statistiques et je me demande si les explications fournies éclairent vraiment notre lanterne. Sommes-nous plus avancés qu'à l'étape de la résolution? Je voudrais savoir quelle est la véritable signification de l'expansion du service tout-par-avion,